



8 Place Malus
18000 Bourges
Tél : 02 48 21 24 79
cgt.ud.cher@wanadoo.fr
site : www.udcgt18.fr

LE 5 JUIN 2025

EN GREVE ET EN MANIFESTATIONS POUR NOTRE TRAVAIL, NOS SALAIRES ET NOTRE SECURITE SOCIALE

Constat : Notre travail, qu'il soit physique ou intellectuel, de statut privé ou fonctionnaire est la seule activité qui crée les richesses de notre pays. N'oublions pas le travail des retraités et des sans-emploi qui, grâce à la solidarité des travailleurs à travers les cotisations, peuvent participer à la vie citoyenne ou avoir les moyens pour retrouver du travail.

Constat : Notre travail n'est pas reconnu, il n'est pas valorisé par nos salaires. Il est capté par le patronat qui ne reconnaît pas ce que nous créons. Il prend nos richesses et ne nous donne que l'aumône. Il nous en demande toujours plus afin de pérenniser et d'augmenter ses revenus et dividendes. Les fonctionnaires sont mis au pilori car leurs salaires seraient la cause du déficit du pays.

Attaque : Ce que veulent le patronat et le gouvernement n'est ni plus ni moins de nous retirer une partie de notre salaire. Ils veulent supprimer toute la partie des cotisations dites patronales ou encore dénommées "charges" à leurs yeux. L'ensemble des cotisations sont notre salaire, elles sont le fruit de notre production qui est vendu ou du service qui est rendu. Elles ne sortent pas des poches de vos patrons ou directeurs mais bien du travail effectué.

Ces cotisations servent à financer l'assurance maladie (indemnités journalières, hôpital public, médecine de ville, maternité, médicaments), les retraites, les prestations familiales, les réparations d'accidents du travail et de maladies professionnelles, les indemnités chômage ou

encore le 1% logement ou la cotisation transport. Elles servent à l'intérêt général, à ceux qui en ont besoin au moment où ils en ont besoin. Ce n'est pas une "réserve" individuelle pour plus tard, mais bien une redistribution directe.

Important : Concernant l'assurance maladie et l'assurance chômage, les cotisations ont été supprimées en 2018 et remplacées par la Contribution sociale généralisée, un impôt. C'est l'étatisation de la Sécurité sociale, prérequis à sa privatisation. C'est le début de la

suppression de toutes les cotisations et l'idée de la future instauration de la TVA dite "sociale".

Le patronat et certaines organisations syndicales de salariés comptent bien sortir l'ensemble du financement de la protection sociale de la production de richesses et l'asseoir sur la consommation et l'impôt. Pour les

retraites, c'est le principe individuel de capitalisation (fonds de pension, instituts de prévoyance ou mutuelle, banques et assurances) qui ne fonctionne qu'avec les marchés financiers, avec le risque de dévaluation comme aux Etats Unis ou en Suède.

Le discours du patronat et des possédants voudrait faire penser que moins ou plus du tout de cotisation (salaire brut) fera un salaire net plus important. C'est faux ! Ce serait plus de marges, de profits et de dividendes pour leurs désirs personnels. Une évidence, les prix ne baisseront pas, c'est écrit.



©Bésot. Tous droits réservés. Toute reproduction, diffusion publique, usage commercial sont interdits sans l'autorisation de l'auteur.

Les travailleurs ne peuvent accepter que leur salaire ne cesse de diminuer au profit d'une minorité.

Revendications : Notre salaire doit reprendre la part de la valeur ajoutée qui nous revient. Nous devons tout reprendre à ceux qui nous exploitent, à ceux qui nous volent l'argent que nous produisons pour leurs rentes personnelles. Reprenons les 200 milliards d'exonérations ou d'aides publiques qui ne servent qu'à baisser les salaires et licencier.



Prenons le contrôle de nos outils de production, de nos services publics et exigeons de pouvoir contrôler ce qui nous appartient. Nous sommes les seuls producteurs de richesses et elles nous appartiennent. Le partage, la réduction du temps de travail et la retraite à 60 ans permettront une qualité de vie qu'il faut gagner.

Notre travail, nos salaires, nos services publics, notre système de retraite et surtout l'ensemble de notre Sécurité sociale sont à nous. Ils doivent nous permettre de vivre et ne plus survivre.

Tous en grève et manifestations



RASSEMBLEMENTS :

- A BOURGES : 10h00 Place Séraucourt
- A VIERZON : 10h30 Place Jacques Brel
- ST-AMAND : 10h00 Rond-point LIDL
- ST-FLORENT : 10h30 Place de la République



Bulletin de contact ou d'adhésion à la CGT



Nom – Prénom :

Adresse :

Tél. : E.mail :

Entreprise :

Bulletin à retourner à l'UD-CGT du Cher 8 Place Malus – 18000 BOURGES
ou à remettre à un syndiqué CGT de votre entreprise